

5 FR

Les femmes et la crise du système capitaliste - Marijke Colle

1. Plan de l'exposé
2. Marx, Engels, Le manifeste du parti communiste, 1847 *Abolition de la famille!*
3. Marx, Le Capital, livre premier, chap XV, 1867 *Travail des femmes et des enfants*
4. Stéphanie Treillet, 2004 *L'oppression des femmes dans la mondialisation*
5. Herrero Yayo, Tortosa Juan, 2011 *Qu'est-ce que l'écoféminisme?*
6. Esther Vivas, 2008 *Changer la vie des femmes pour changer le monde*
7. 11ème Congrès de la Quatrième Internationale, 1979 *Nos méthodes de lutte - le mouvement autonome des femmes*
8. Sonja Mitralias, 2011 *L'urgence d'un mouvement des femmes indépendant contre la dette et les mesures d'austerité*
9. Marche mondiale des femmes, 2012 *La dette des gouvernements est une dette envers les femmes et non envers les banques*



Abolition de la famille!

Jump to: navigation, search

(...) L'abolition de la famille ! Même les plus radicaux s'indignent de cet infâme dessein des communistes.

Sur quelle base repose la famille bourgeoise d'à présent ? Sur le capital, le profit individuel.

La famille, dans sa plénitude, n'existe que pour la bourgeoisie; mais elle a pour corollaire la suppression forcée de toute famille pour le prolétaire et la prostitution publique.

La famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son corollaire, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital.

Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par leurs parents ? Ce crime-là, nous l'avouons.

Mais nous brisons, dites-vous, les liens les plus intimes, en substituant à l'éducation par la famille l'éducation par la société.

Et votre éducation à vous, n'est-elle pas, elle aussi, déterminée par la société ? Déterminée par les conditions sociales dans lesquelles vous élevez vos enfants, par l'immixtion directe ou non de la société, par l'école, etc. ? Les communistes n'inventent pas l'action de la société sur l'éducation; ils en changent seulement le caractère et arrachent l'éducation à l'influence de la classe dominante.

Les déclamations bourgeoises sur la famille et l'éducation, sur les doux liens qui unissent l'enfant à ses parents deviennent de plus en plus écœurantes, à mesure que la grande industrie détruit tout lien de famille pour le prolétaire et transforme les enfants en simples articles de commerce, en simples instruments de travail.

Mais la bourgeoisie tout entière de s'écrier en chœur : Vous autres, communistes, vous voulez introduire la communauté des femmes !

Pour le bourgeois, sa femme n'est autre chose qu'un instrument de production. Il entend dire que les instruments de production doivent être exploités en commun et il conclut naturellement que les femmes elles-mêmes partageront le sort commun de la socialisation.

Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel de simple instrument de production.

Rien de plus grotesque, d'ailleurs, que l'horreur ultra-morale qu'inspire à nos bourgeois la prétendue communauté officielle des femmes que professeraient les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes; elle a presque toujours existé.

Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement.

Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocritement dissimulée une communauté franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle.

Travail des femmes et des enfants

Jump to: [navigation](#), [search](#)

En rendant superflue la force musculaire, la machine permet d'employer des ouvriers sans grande force musculaire, mais dont les membres sont d'autant plus souples qu'ils sont moins développés. Quand le capital s'empara de la machine, son cri fut : du travail de femmes, du travail d'enfants ! Ce moyen puissant de diminuer les labours de l'homme, se changea aussitôt en moyen d'augmenter le nombre des salariés; il courba tous les membres de la famille, sans distinction d'âge et de sexe, sous le bâton du capital. Le travail forcé pour le capital usurpa la place des jeux de l'enfance et du travail libre pour l'entretien de la famille; et le support économique des mœurs de famille était ce travail domestique [1].

[1] Le docteur Edward Smith, pendant la crise cotonnière qui accompagna la guerre civile américaine, fut envoyé par le gouvernement anglais dans le Lancashire, le Cheshire, etc., pour faire un rapport sur l'état de santé des travailleurs. On lit dans ce rapport : « Au point de vue hygiénique, et abstraction faite de la délivrance de l'ouvrier de l'atmosphère de la fabrique, la crise présente divers avantages. Les femmes des ouvriers ont maintenant assez de loisir pour pouvoir offrir le sein à leurs nourrissons au lieu de les empoisonner avec le cordial de Godfrey. Elles ont aussi trouvé le temps d'apprendre à faire la cuisine. » Malheureusement elles acquièrent ce talent culinaire au moment où elles n'avaient rien à manger, mais on voit comment le capital en vue de son propre accroissement avait usurpé le travail que nécessite la consommation de la famille. La crise a été aussi utilisée dans quelques écoles pour enseigner la couture aux ouvrières. Il a donc fallu une révolution américaine et une crise universelle pour que des ouvrières qui filent pour le monde entier apprirent à coudre.

La valeur de la force de travail était déterminée par les frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille. En jetant la famille sur le marché, en distribuant ainsi sur plusieurs forces la valeur d'une seule, la machine la déprécie. Il se peut que les quatre forces, par exemple, qu'une famille ouvrière vend maintenant, lui rapportent plus que jadis la seule force de son chef; mais aussi quatre journées de travail en ont remplacé une seule, et leur prix a baissé en proportion de l'excès du surtravail de quatre sur le surtravail d'un seul. Il faut maintenant que quatre personnes fournissent non seulement du travail, mais encore du travail extra au capital, afin qu'une seule famille vive. C'est ainsi que la machine, en augmentant la matière humaine exploitable, élève en même temps le degré d'exploitation [2].

[2] « L'accroissement numérique des travailleurs a été considérable par suite de la substitution croissante des femmes aux hommes et surtout des enfants aux adultes. Un homme d'âge mûr dont le salaire variait de dix-huit à quarante-cinq shillings par semaine, est maintenant remplacé par trois petites filles de treize ans payées de six à huit shillings. » (Th. de Quincey ; The Logic of Politic Econ. Lond. 1845. Note de la p.147.) Comme certaines fonctions de la famille, telles que le soin et l'allaitement des enfants, ne peuvent être tout à fait supprimées, les mères de famille confisquées par le capital sont plus ou moins forcées de louer des remplaçantes. Les travaux domestiques, tels que la couture, le raccommodage, etc., doivent être remplacés par des marchandises toutes faites. A la dépense amoindrie en travail domestique correspond une augmentation de dépense en argent. Les frais de la famille du travailleur croissent par conséquent et balancent le surplus de la recette. Ajoutons à cela qu'il y devient impossible de préparer et de consommer les subsistances avec économie et

discernement. Sur tous ces faits passés sous silence par l'économie politique officielle on trouve de riches renseignements dans les rapports des inspecteurs de fabrique, de la « Children's Employment Commission » de même que dans les « Reports on Public Health ».

L'emploi capitaliste du machinisme altère foncièrement le contrat, dont la première condition était que capitaliste et ouvrier devaient se présenter en face l'un de l'autre comme personnes libres, marchands tous deux, l'un possesseur d'argent ou de moyens de production, l'autre possesseur de force de travail. Tout cela est renversé dès que le capital achète des mineurs. Jadis, l'ouvrier vendait sa propre force de travail dont il pouvait librement disposer, maintenant il vend femme et enfants; il devient marchand d'esclaves [3]. Et en fait, la demande du travail des enfants ressemble souvent, même pour la forme, à la demande d'esclaves nègres telle qu'on la rencontra dans les journaux américains.

[3] En contraste avec ce grand fait que ce sont les ouvriers mâles qui ont forcé le capital à diminuer le travail des femmes et des enfants dans les fabriques anglaises, les rapports les plus récents de la « Children's Employment Commission » contiennent des traits réellement révoltants sur les procédés esclavagistes de certains parents dans le trafic sordide de leurs enfants. Mais comme on peut le voir par ces rapports, le pharisien capitaliste dénonce lui-même la bestialité qu'il a créée, qu'il éternise et exploite et qu'il a baptisée du nom de Liberté du travail. « Le travail des enfants a été appelé en aide... même pour payer leur pain quotidien; sans force pour supporter un labeur si disproportionné, sans instruction pour diriger leur vie dans l'avenir, ils ont été jetés dans une situation physiquement et moralement souillée. L'historien juif, à propos de la destruction de Jérusalem par Titus a donné à entendre qu'il n'était pas étonnant qu'elle eût subi une destruction si terrible, puisqu'une mère inhumaine avait sacrifié son propre fils pour apaiser les tourments d'une faim irrésistible. » (Public Economy concentrated. Carlisle, 1833, p.56). Dans le « Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse » (31 mai 1837), le docteur Perrot dit : « La misère engendre quelquefois chez les pères de famille un odieux esprit de spéculation sur leurs enfants, et des chefs d'établissement sont souvent sollicités pour recevoir dans leurs ateliers des enfants au-dessous de l'âge même où on les admet ordinairement. »

L'oppression des femmes dans la mondialisation
TREILLET Stéphanie
janvier 2004

La mondialisation libérale se traduit par une extension inégale et différenciée, au Nord et au Sud, des rapports capitalistes de production, et les femmes sont aujourd'hui au cœur de ce processus. Elles sont victime d'une oppression qui est mondiale et aucun pays n'y échappe même si tous ne sont pas au même niveau.

Sommaire

- [Une oppression transversale à](#)
- [Libéralisation et ajustement](#)
- [Des évolutions contradictoires](#)
- [Des potentialités de luttes](#)

L'existence de l'oppression des femmes est bien antérieure non seulement à la mondialisation, mais également au capitalisme. De plus, en raison de ses caractéristiques spécifiques, les conséquences que la mondialisation exerce sur elle ne sont pas données d'avance ni unilatérales. En effet, la mondialisation libérale se traduit par une extension inégale et différenciée, au Nord et au Sud, des rapports capitalistes de production, et les femmes sont aujourd'hui au cœur de ce processus. Pour appréhender cette complexité, il faut revenir sur la spécificité de l'oppression de genre, et sur ses modalités particulières d'articulation avec le mode de production capitaliste.

Une oppression transversale à tous les rapports sociaux

L'oppression de genre est transversale à toutes les autres formes de domination et d'exploitation dans les sociétés humaines. Elle dépasse en particulier les oppositions de classe ; mais elle traverse également toutes les réalités sociales collectives (partis politiques, syndicats, associations), ou communautaires (ethniques, nationales, religieuses, locales). De plus, elle est étroitement imbriquée à la sphère du privé, de l'individuel et du quotidien, ce qui rend la prise de conscience de son existence et a fortiori l'émergence d'un processus collectif d'émancipation, particulièrement difficile. Enfin, c'est une oppression socialement construite, qui produit une représentation idéologique de différences le plus souvent naturalisées, renvoyées à la sphère biologique ou à la psychologie.

Par ailleurs, l'oppression de genre, si elle n'est pas apparue avec la propriété privée des moyens de production [1] ni avec le capitalisme, s'est articulée de façon dynamique avec les différentes étapes de celui-ci : le capitalisme impliquant une séparation croissante des producteurs par rapport aux moyens de production, et une séparation des sphères de production des marchandises et de la reproduction de la force de travail, c'est à lui qu'on doit l'invention du « travail domestique » sous la forme qu'on connaît aujourd'hui, avec son assignation prioritaire voire exclusive aux femmes.

C'est donc en tant qu'étape particulière du capitalisme que la mondialisation libérale doit être examinée dans ses relations avec l'oppression de genre. En provoquant, à une allure jamais rencontrée jusqu'alors dans l'histoire, à la fois l'extension à marche forcée des rapports de production capitalistes et la

déstabilisation des anciennes hiérarchies, notamment dans les pays dominés, le mode de production capitaliste se met lui-même sans cesse en danger. Ceci est encore plus vrai si on prend en compte la division sexuelle et sociale du travail qui fonde l'oppression de genre : le mode de production capitaliste tire parti de la gratuité de la reproduction de la force de travail pour augmenter le taux de plusvalue, mais il a en même temps un besoin vital de disposer d'une armée de réserve, de pouvoir à tout moment étendre massivement la salarisation. On peut affirmer, avec Hirata et Le Doaré (1998) que « *la constitution d'un marché du travail flexible, au niveau international, où les femmes occupent une position stratégique par leur insertion tant dans le salariat que dans l'informalité est à l'ordre du jour* ». La question des conséquences de la mondialisation sur l'oppression des femmes est au cœur de cette contradiction. On peut donc faire, simultanément, les constats suivants :

- 1) parce qu'il existe une division sexuelle et sociale du travail, les conséquences de la mondialisation libérale sur les hommes et les femmes ne sont pas les mêmes ;
- 2) dans le même temps, on ne peut pas imputer directement à la mondialisation libérale tous les cas d'aggravation de l'oppression des femmes dans le monde aujourd'hui, dont certains ont des causes beaucoup plus complexes et souvent plus anciennes ;
- 3) enfin, par sa nature même, la mondialisation libérale bouleverse et déstabilise les rapports sociaux antérieurs et les formes traditionnelles de domination. Il faut bien comprendre que c'est dans un même processus contradictoire et dialectique que ces tendances se déploient.

Libéralisation et ajustement structurel : des inégalités accrues

La mondialisation libérale - et les politiques économiques qui la relaient - contribue à aggraver la surexploitation et l'oppression des femmes, dans la plupart des cas. On assiste dans le monde entier à une féminisation de la pauvreté : au Nord, les femmes forment la majorité des travailleurs pauvres, en situation de sous-emploi, à qui leur salaire ne permet pas de survivre.

Cette situation, déjà ancienne dans les pays anglo-saxons, est apparue depuis plusieurs années en France avec l'extension du temps partiel, très majoritairement féminin. Les femmes forment également, à tous les âges et à tous les niveaux de qualification, l'essentiel des chômeurs.

Elles sont également les premières touchées par les stratégies d'ajustement structurel et de libéralisation des économies, et ce à plusieurs titres. Elles le sont comme principales responsables de la reproduction de la force de travail, dont la socialisation partielle est au cœur des attaques : suppression des crèches dans les pays de l'Est, privatisation des écoles et des systèmes de santé au Sud, dégradation et renchérissement de tous les services auparavant publics, comme l'accès à l'eau courante, à l'électricité, aux transports en communs, suppression des subventions aux produits de première nécessité. Les femmes sont les premières à payer toutes ces évolutions d'une dégradation de leurs conditions de vie et d'un alourdissement considérable de leur charge de travail gratuit. Elles subissent aussi les conséquences de leur position subordonnée dans la famille : lorsque dans les pays du Tiers Monde l'éducation ou les soins médicaux deviennent payants, ce sont les filles qui sont d'abord retirées de l'école, ou privées de soins et de vaccination.

Elles sont également touchées en raison de leur place spécifique sur le marché du travail : les licenciements dans le secteur public, l'éducation, la santé, l'administration, suppriment un grand nombre d'emplois qu'elles occupaient. Elles sont enfin défavorisées en raison de la discrimination systématique qui pèse sur elles dans l'accès aux moyens de production agricoles : terre, crédit, formation. Le recul des cultures vivrières face aux cultures d'exportation représente pour les femmes une catastrophe : menace pour la sécurité alimentaire, pour l'accès à la terre (elles sont repoussées par les hommes vers des terres toujours moins fertiles), alourdissement consécutif de leur charge de travail

à la fois sur les terres dont elles ont l'usufruit et parfois sur celles de leurs maris, notamment en Afrique subsaharienne (Bisilliat 1998). D'une manière plus générale, dans toutes les régions rurales du Tiers Monde, leur position subordonnée dans la division sociale du travail agricole fait que la modernisation capitaliste de l'agriculture se traduit par une dégradation de leur situation, que se soit en terme d'accès à la terre ou à l'emploi, de revenu, de charge de travail et de maîtrise sur celui-ci (Agarwal 1985).

Enfin, l'extension à l'échelle mondiale des rapports marchands renforce le système prostitutionnel et les trafics d'êtres humains (nouvelles formes d'esclavage), dont les femmes sont bien sûr les premières victimes.

Des évolutions contradictoires

Le caractère contradictoire des relations entre mondialisation et oppression des femmes apparaît plus nettement dans les économies du Tiers Monde. En effet, au-delà de la diversité des sociétés et des situations, on peut noter que les bouleversements dus à la mondialisation sont intervenus à la suite de stratégies de développement qui, dans les années 1950 à 1970, ignoraient totalement la place des femmes, notamment dans l'agriculture où les projets de formation ou les réformes agraires ne s'adressaient qu'aux « chefs de famille ». Ces évolutions contribuent également à déstabiliser des structures sociales qui, loin de représenter un état « originel » des sociétés, dans la mesure où elles avaient été largement transformées par la colonisation et refaçonnées par le capitalisme, n'en utilisaient pas moins l'argument de la tradition pour justifier différentes formes de maintien de la subordination des femmes dans la famille, la communauté, etc.

Presque partout, on constate une augmentation du taux d'activité des femmes depuis trente ans, y compris dans des régions du Tiers Monde où il était traditionnellement faible comme l'Afrique du Nord (Talahite 1998). Cette croissance du taux d'activité, aussi bien dans le salariat que dans le secteur informel, suit assez largement les flux d'investissements directs étrangers orientés vers les industries d'exportation (Treillet 1999). Plusieurs études, notamment celle réalisée par le Gedisst [2] sur les « paradoxes de la mondialisation » ont pu constater une augmentation des opportunités d'emplois salariés (industriels) qualifiés pour les femmes dans certains pays d'Asie ou d'Amérique latine (Hirata, Le Doaré 1998). Mais « cette nouvelle réalité est contradictoire » : même dans les emplois liés aux nouvelles technologies (informatique, électronique) et qui ne se limitent pas aux activités d'assemblage, « *les femmes se voient confier les pires services de l'entretien* ». La libéralisation commerciale dans différents pays, notamment en Amérique latine, a provoqué la faillite de nombreuses industries qui étaient auparavant protégées par les barrières douanières et qui employaient surtout des hommes, alors même que les industries de main-d'œuvre pour l'exportation ont d'abord embauché des femmes. Les salariées dans ces industries cumulent tous les aspects de la pire surexploitation : absence de droit du travail et de liberté syndicale, horaires très lourds et flexibles, conditions de travail insalubres et souvent dangereuses, sans compter les violences sexistes, le harcèlement, les contrôles exercés sur leur vie privée...

On observe aussi des effets contradictoires de l'extension des droits de propriété individuelle pour la terre (en Afrique, au Mexique avec réforme de l'*ejido* [3] (Katz 1999)). En effet, cette évolution, dont on a vu plus haut les conséquences globalement négatives, remet parfois en cause certains droits propres des femmes qui étaient garantis par la coutume, mais toujours subordonnés au bon vouloir des hommes ou des autorités communautaires masculines. On retrouve le même aspect contradictoire dans les situations de crise économique et sociale : ainsi une étude des conséquences de la crise asiatique de 1997-98 aux Philippines (Lim 2000) montre que celle-ci s'est traduite par un appauvrissement général de la population, un alourdissement des heures de travail payé et non payé des femmes supérieur à celui des hommes et une augmentation du nombre de femmes travaillant dans le secteur informel ; mais

également une augmentation du chômage des hommes plus rapide que celui des femmes, en raison même de la ségrégation sur le marché du travail qui sur-représente les femmes dans le secteur informel et les emplois de service ou de commerce, moins touchés par la crise.

Parfois au contraire les femmes sont les premières à subir dans leurs emplois un retournement de la croissance. L'industrie de la confection aux Philippines a ainsi subi les conséquences de la suppression des quotas d'importation par l'OMC. Dans bien des cas, l'évolution des industries d'exportations, notamment électroniques, conduit à une éviction des femmes : les unités de production deviennent plus intensives en capital et en technologie, et commencent à embaucher de préférence des hommes.

Enfin, il arrive que le capital transnational tire parti des traditions : c'est ce qu'on observe avec la croissance très importante, ces dernières années, de la sous-traitance qui développe le travail à domicile, ce qui est censé permettre aux femmes d'assumer simultanément « leurs » tâches ménagères et éducatives en l'absence de crèches ou même d'écoles, et dans les pays où existe une tradition d'enfermement, comme en Asie du Sud, assure une conciliation de l'ordre capitaliste et de l'ordre patriarcal chargé lui-même d'assurer la discipline industrielle.

Des potentialités de luttes

En dépit de tout cela, les éléments d'instabilité introduits par la mondialisation peuvent contribuer à faire évoluer le statut des femmes dans la famille, même de façon limitée. De nombreux exemples montrent que c'est le cas en Amérique latine lorsqu'elles sont les seules dans un ménage à conserver un travail rémunéré. En Inde, l'expansion de l'industrie de la chaussure dans une ville du Tamil Nadu depuis les années 1980, avec le recrutement d'une main-d'œuvre féminine jeune importante, conduit à des bouleversement par rapport aux traditions : mixité au travail et brassage social qui remet en cause la division en castes, liberté plus grande de circulation dans l'espace public pour les jeunes filles qui parviennent ainsi à retarder l'âge de leur mariage, voire à ne plus le considérer comme un avenir inéluctable (Venou 1999).

Mais surtout, l'entrée massive des femmes dans le salariat, même flexible, même précaire, et plus généralement dans activité économique rémunérée hors de l'espace domestique, leur ouvre, dans ces conditions, extrêmement difficile, la possibilité de commencer à s'organiser, à faire reconnaître leurs droits comme femmes travailleuses. Ainsi, alors même que les firmes multinationales comptent sur l'extension de la sous-traitance et du travail à domicile pour intensifier la surexploitation des travailleuses, en Inde depuis le début des années 1970 l'Association des travailleuses indépendantes (SEWA) s'efforce de les organiser et de leur faire reconnaître le statut de salariées (Verschuor 2000). Dans les maquiladoras mexicaines, les salariées participent à la lutte pour un syndicalisme indépendant. (Valadez 1998). Deux écueils sont donc à éviter pour appréhender l'évolution de l'oppression des femmes dans la mondialisation : d'un côté y voir une sorte de progrès linéaire et inconditionnel pour les femmes ; c'est ce que fait la Banque mondiale qui instrumentalise la perspective de genre dans une optique libérale (la mondialisation offrant davantage d'opportunités à l'individu) - tout en continuant à compter sur le travail gratuit des femmes pour adoucir les effets les plus brutaux de l'ajustement structurel. D'un autre côté, au nom de la lutte contre l'impérialisme et la marchandisation du monde, envisager avec nostalgie des sociétés traditionnelles mythifiées, en occultant leur dimension fondamentalement oppressive pour les femmes [4]. Pour sortir de ce dilemme, il faut envisager les luttes des femmes comme partie prenante à tous les niveaux des luttes contre la mondialisation libérale.

Références

Agarwal Bina, « Women and Techological Change in Agriculture : The Asian and African Experience » (A. Iftikhr Ahme, (dir.), *Technology and Rural Women*, London, George Allen & Unwin, 1985), extraits parus sous le titre « Les femmes et la modernisation de l'agriculture en Asie et en Afrique », *Cahiers*

genre et développement, n° 2, Paris-Genève, 2001.

Bisiliat Jeanne, « Les logiques d'un refus. Les femmes rurales africaines et les politiques d'ajustement structurel », *Cahiers du Gedisst*, n° 21, 1998.

Evers Barbara et Walters Bernard, « Extra-Household Factors and Women Farmers Supply Response in Subsaharan Africa, *World development*, vol 28-7, 2000.

Hirata, Helena et Le Doaré Hélène, « Les paradoxes de la mondialisation, *Cahiers du Gedisst*, n°21, 1998.

Katz Elizabeth, *Gender and Ejido Reform*, Draft Report prepared for the World Bank Ejido Study, 21 janvier 2003.

Lim Y. Joseph, « The effect of East Asian crisis on the employment of women and men : the Philippine case », *World development*, vol 28-7, 2000.

Talahite Fatiha, « L'emploi des femmes au Maghreb. De l'ajustement structurel au postajustement. », *Cahiers du Gedisst*, n° 21, 1998.

Trat Josette, « Engels et l'émancipation des femmes », *Friedrich Engels, savant et révolutionnaire*, Labica Georges et Delbraccio Mireille (dir.), Actuel Marx/Confrontation, PUF, 1997.

Treillet Stéphanie, « La régression du salariat : mythe ou réalité ? Le cas des pays de la périphérie. », *Le Triangle infernal, Crise mondialisation, financiarisation*, Dumenil Gérard et Levy Dominique (dir.), Actuel Marx/Confrontation, PUF, 1999.

Valadez Carmen, « L'ALENA et les travailleuses de la sous-traitance industrielle (maquiladoras) », Alternatives Sud, *Rapports de genre et mondialisation des marchés*, CETRIL'Harmattan, 1998, vol. 5, n° 4.

Venou Fabienne, « Nouvelles configurations économiques et hiérarchiques », *Journal des anthropologues* n°77-78, 1999, reproduit sous le titre « Le mariage à l'épreuve du travail en usine : ouvrières de l'industrie de la chaussure en Inde du Sud », *Cahiers genre et développement*, n° 2, Paris-Genève, 2001.

Verschuur Christine, « L'association des travailleuses indépendantes (SEWA et les travailleuses à domiciles) » (adaptation du texte : « Reader's Kit on Gender, Poverty an Employment », Genève, 2000, OIT), *Cahiers genre et développement*, n° 2, Paris-Genève, 2001.

[1] Voir à ce sujet « Engels et l'émancipation des femmes », analyse par Josette Trat (1997) de l'ouvrage de Engels *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, et les débats à ce sujet. Article disponible sur ESSF : [Engels et l'émancipation des femmes](#)

[2] Groupe d'étude sur la division sociale et sexuelle du travail, laboratoire du CNRS.

[3] Exploitation communautaire des terres, datant de la révolution et remise en cause par la réforme de l'article 27 de la Constitution, qui, au début de la décennie 1990, remet ces terres sur le marché.

[4] C'est l'idée récurrente qu'on trouve dans toutes les théories du « refus du développement » (Latouche 2001).

* Paru dans la revue Critique communiste.

[Europe Solidaire Sans Frontières] - <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article23599>

Français > Théorie > Patriarcat, famille, féminisme > Ecoféminisme

« L'écoféminisme est un mouvement de femmes conscient que les luttes pour l'écologie et le féminisme contiennent les clés de la dignité humaine et de la soutenabilité dans l'égalité. »

HERRERO Yayo , TORTOSA Juan

28 novembre 2011

Dans les pays francophones il y a peu de littérature sur l'écoféminisme et le peu qui existe est l'écoféminisme spiritualiste. D'autre part, l'écoféminisme est vu avec beaucoup de méfiance, y compris dans les milieux écologistes radicaux. D'un côté, ils voient ce mouvement naissant comme un retour mystique à la terre et de l'autre ils ne partagent pas l'idée que par le simple fait d'être femme il y a une relation plus directe et différente à la nature. Pour nous éclairer un peu, nous [solidaritéS, Suisse] avons interviewé Yayo Herrero, professeur à l'Université Nationale d'Education à distance de Madrid et coordinatrice des Ecologistes en Action (Espagne).

Juan Tortosa – Qu'est-ce que l'écoféminisme et quelle est son histoire ?

Yayo Herrero – L'écoféminisme est un vaste mouvement de femmes né de la conscience de cette double problématique et de la conviction que les luttes, pour à la fois l'écologie et le féminisme, contiennent les clés de la dignité humaine et de la soutenabilité dans l'égalité.

Dans les mouvements de défense de la terre il y a eu et il y a beaucoup de femmes. On connaît le rôle des femmes dans le mouvement Chipko de défense des forêts, dans le mouvement contre les barrages du fleuve Narmada en Inde, dans la lutte contre les résidus toxiques du Love Canal, à l'origine du mouvement pour la justice de l'environnement aux Etats-Unis, comme celui de leur présence dans les mouvements locaux de défense des terres communales, dans la lutte pour l'espace public urbain ou pour des aliments sains. L'écologisme de beaucoup de femmes pauvres est un écologisme de qui dépend directement d'un environnement protégé pour pouvoir vivre.

Au milieu du siècle passé le premier écoféminisme a débattu des hiérarchies établies par la pensée occidentale et a revalorisé les termes de la dichotomie auparavant dépréciés : femme et nature. La culture masculine a déclenché des guerres génocidaires, la dévastation et l'empoisonnement de territoires, l'installation de gouvernements despotiques. Les premières écoféministes dénoncèrent les effets de la technoscience sur la santé des femmes et s'affrontèrent au militarisme et à la dégradation environnementale. Elles comprenaient ceux-ci comme des manifestations de la culture sexiste. Petra Kelly est une de leurs représentantes.

Après ce premier écoféminisme, critique de la masculinité, ont suivi d'autres propositions principalement venues du Sud. Celles-ci considèrent les femmes comme porteuses du respect de la vie. Elles accusent le « mal-développement » occidental de provoquer la pauvreté des femmes et des populations indigènes, premières victimes de la destruction de la nature. C'est peut-être l'écoféminisme le plus connu. Dans ce vaste mouvement nous trouvons : Vandana Shiva, Maria Mies et Ivone Guevara.

Dépassant l'essentialisme de ces positions, d'autres écoféministes constructivistes (Bina Agarwal, Val Plumwood) voient dans l'interaction avec l'environnement l'origine de cette conscience écologiste particulière des femmes. C'est la division sexuelle du travail, la distribution du pouvoir et la propriété qui ont soumis les femmes et la nature à laquelle nous appartenons toutes et tous. Les dichotomies réductionnistes de notre culture occidentale doivent être rompues pour construire une convivialité plus

respectueuse et plus libre.

Le mouvement féministe a vu dans l'écoféminisme un danger possible, étant donné le mauvais usage historique que le patriarcat a fait des liens entre femmes et nature. Puisque le danger existe, il convient de le délimiter. Il ne s'agit pas de glorifier la vie intérieure comme féminine, d'enfermer à nouveau les femmes dans un espace reproductif, en leur refusant l'accès à la culture, ni de les rendre responsables, s'il leur manque des occupations, de l'énorme tâche de sauver la planète et la vie. Il s'agit de dévoiler la soumission, de signaler les responsabilités et de co-responsabiliser les hommes et les femmes dans le travail de la survie.

Existe-t-il un écoféminisme anticapitaliste et cherche-t-il la convergence avec d'autres secteurs sociaux antisystème ? Tout projet émancipateur doit-il intégrer ce concept ? Quels sont les éléments principaux de cet écoféminisme ?

La notion de travail qui avait cours dans les sociétés pré-industrielles correspondait à l'idée d'une activité qui se déroulait de manière continue et qui était partie intégrante de la nature humaine. Cependant, il y a approximativement deux siècles, surgit une nouvelle conception forgée à partir du mythe de la production et de la croissance, qui réduit l'ample vision antérieure au domaine de la production industrielle salariée.

Cette réduction du large concept du travail à la seule sphère de l'emploi rémunéré occulte le fait que pour que la société et le système socio-économique se maintiennent, la réalisation d'une longue liste de tâches associées à la reproduction humaine est indispensable : la prise en charge des enfants, l'attention aux personnes âgées, la satisfaction des besoins de base, la promotion de la santé, le soutien émotionnel, l'encouragement à la participation sociale... Il s'agit en définitive d'une quantité énorme de temps de travail dont la finalité est d'assurer la satisfaction des besoins humains et le bien-être des personnes et qui du fait de la division sexuelle du travail imposée par l'idéologie patriarcale retombe majoritairement sur les femmes au sein du foyer.

Les économistes classiques, même s'ils ne concèdent aucune valeur économique à cet effort, ont au moins reconnu l'importance du travail domestique familial, et ont défini le salaire comme coût de reproduction historique de la classe travailleuse. Ils tendaient à reconnaître la valeur du travail domestique sans pour autant l'incorporer dans les cadres analytiques de la science économique.

Cette contradiction disparaît presque complètement avec l'économie néo-classique qui institutionnalise définitivement la séparation entre l'espace public et privé, entre la production marchande et la production domestique, marginalisant et occultant cette dernière. C'est cette ségrégation des rôles qui permet aux hommes de s'occuper à temps plein du travail marchand sans les contraintes que constituent les tâches liées aux soins des personnes et de la famille ou à l'entretien des conditions d'hygiène du foyer. Ainsi s'est imposé une définition de l'économique qui ne s'occupe pas de la division sexuelle du travail et ne reconnaît pas le rôle crucial du travail domestique dans la reproduction du système capitaliste.

Cependant, bien que les travaux de soins soient fréquemment considérés comme des travaux séparés de l'environnement productif, ils assurent la production d'une « matière première » essentielle pour le processus économique conventionnel : la force de travail.

Le système capitaliste est dans l'impossibilité, dans le cadre de ses propres rapports de production, de reproduire la force de travail dont il a besoin. La reproduction quotidienne, mais surtout

générationnelle, demande une quantité énorme de temps et d'énergie que le système serait dans l'impossibilité de rémunérer. Les processus d'éducation, de socialisation et d'attention aux personnes âgées sont complexes et impliquent des affects et des émotions qui permettent à chacune et chacun de se développer dans une certaine sécurité.

La pensée écoféministe anticapitaliste défend l'idée que le système socio-économique a la forme d'un iceberg. Le marché en est la partie flottante et visible. Sous la surface, avec une masse bien plus importante, se trouve le travail de maintien de la vie. Ces deux parties de l'iceberg sont bien différenciées. La principale est dissimulée à la vue mais les deux forment une unité indivisible. Sur la glace immergée du travail domestique et de la régénération des systèmes naturels, s'appuie et repose le bloc de l'emploi salarié de l'économie conventionnelle. L'invisibilité de la sphère centrée sur la satisfaction des besoins de base et du bien-être et qui absorbe les tensions, est indispensable au maintien à flot du système.

On peut dire qu'il existe une contradiction profonde entre le processus de reproduction naturelle et sociale et le processus d'accumulation du capital.

Si dans l'économie la reproduction sociale et de maintien de la vie primaient, l'activité serait dirigée vers la production directe de biens d'usage et non d'échange, et le bien-être serait une fin en soi.

Prioriser les deux logiques en même temps est impossible. Il faut donc en choisir une des deux. Etant donné que les marchés n'ont pas pour objectif principal de satisfaire les besoins humains, il n'y a aucun sens à ce que ceux-ci se convertissent en centre privilégié de l'organisation sociale.

L'obtention de bénéfices et la croissance économique ne doivent plus conditionner la distribution du temps, l'organisation de l'espace et les différentes activités humaines. Pour construire des sociétés basées sur le bien-être, il est nécessaire de les articuler autour de la reproduction sociale et de la satisfaction des besoins sans amoindrir l'importance de la base biophysique qui permet à notre espèce d'être en vie.

Les visions hétérodoxes de l'économie ont beaucoup à apporter au moment de reconfigurer la science économique. L'économie écologique nous démontre qu'une bonne partie de l'activité économique est nocive pour la vie, qu'elle consomme des quantités importantes de ressources sans générer de bien-être, et qu'elle crée même du mal-être. L'économie féministe renverse la catégorie du travail et remet au centre l'activité historiquement méprisée et sous-évaluée des femmes, activité qui est pourtant le socle de la vie quotidienne. Avec d'autres secteurs de l'économie critique, ces différentes visions et approches sont indispensables pour construire un nouveau modèle.

Nous reconnaître comme des êtres vulnérables ayant besoin de l'attention d'autres personnes au cours de notre cycle de vie permet de redéfinir et de compléter la notion de conflit capital-travail et d'affirmer que ce conflit va au-delà de la seule tension capital-travail salarié et reflète une tension entre le capital et l'ensemble des travaux, ceux qui sont payés et ceux qui sont effectués gratuitement.

Rappelons-nous également que, dans une perspective écologique, la contradiction fondamentale qui existe entre le métabolisme économique actuel et la durabilité de la biosphère fait ressortir une importante synergie entre les visions écologistes et féministes. La perspective écologique démontre l'impossibilité physique de la société de croissance. Le féminisme rend palpable ce conflit dans le quotidien de nos vies et dénonce la logique de l'accumulation et de la croissance comme étant une logique patriarcale et androcentrique. La tension insoluble et radicale (à la racine) qui existe entre le

système économique capitaliste et la soutenabilité de la vie humaine démontre, en réalité, une opposition essentielle entre le capital et la vie.

Placer la satisfaction des besoins de base et le bien-être dans des conditions d'égalité, comme objectif de la société et du processus économique, représente un important changement de perspectives. Cela situe la satisfaction des besoins qui permettent aux individus de grandir, de se développer et de vivre dignement, tout comme le travail et les productions socialement nécessaires à cela, comme un axe structurant de la société et par conséquent des analyses. Dans cette nouvelle perspective, les femmes ne sont pas des personnes secondaires, ni dépendantes, mais des personnes actives, actrices de leur propre histoire, créatrices de cultures et de valeurs du travail différentes de celles du modèle capitaliste et patriarcal.

Propos recueilli par Juan Tortosa

* Interview à paraître en Suisse dans le prochain numéro de « solidaritéS ».

* Traduction de l'interview de Yayo Herrero

Google Analytics

Changer la vie des femmes pour changer le monde

Jump to: [navigation](#), [search](#)

Femmes en lutte contre la marchandisation du monde Par Esther Vivas

Près de 150 femmes venues de plus de 40 pays de tous les continents ont participé à la 7e Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes qui s'est déroulée du 14 au 21 octobre à Panxón (Galice, Etat espagnol). Une rencontre qui a permis d'établir les lignes directrices pour le mouvement au cours des deux prochaines années, de renforcer les coordinations continentales et d'adopter plusieurs documents d'orientation.

Parmi les principales conclusions de cette rencontre, il faut souligner l'appel à une action globale en faveur de la paix et de la démilitarisation pour le 17 octobre 2010 dans la région des Grands Lacs en Afrique, en parallèle avec l'organisation d'actions locales simultanées dans le reste du monde. Cette initiative aura comme objectif de renforcer la solidarité internationale et de rendre visible la lutte des femmes. La thématique de cette action a été décidée, comme le signale les conclusions de la rencontre, parce que «les guerres appauvrissent les femmes, provoquent la violence à leur égard, facilitent l'exploitation des ressources naturelles par les grandes puissances et parce que le viol des femmes est utilisé comme une arme de guerre».

Forum et foire

La rencontre de la Marche mondiale des femmes a compté une série d'activités publiques qui ont mis l'accent sur le lien entre le travail féministe et la lutte pour la souveraineté alimentaire. A Vigo se sont tenus les 17 et 18 octobre un forum et une foire pour la souveraineté alimentaire auxquels ont participé plusieurs centaines de personnes, avec le soutien et la collaboration de divers collectifs galiciens tels que le syndicat «Lagregio Galego», des ONG, des coopératives de consommation, des magasins de commerce équitable et des groupes écologistes.

Dans le cadre du forum, des femmes représentantes d'organisations paysannes et de consommateurs de divers pays ont souligné l'importance de la lutte pour la souveraineté alimentaire en tant que stratégie d'action capable de garantir le contrôle des peuples sur les politiques agricoles et alimentaires, pour leur accès aux ressources naturelles et aux aliments. Les intervenantes ont mis en lumière les difficultés que rencontrent les femmes paysannes pour accéder à la production alimentaire, aux exploitations agricoles, aux garanties administratives, etc.

Comme l'a exprimé l'ex-secrétaire du syndicat «Labrego Galego», Lúdia Senra: «Il est nécessaire de revendiquer la titularité partagée des exploitations agricoles, vu que dans l'exploitation familiale la propriété appartient normalement aux hommes, les femmes se retrouvent ainsi dépourvues de toute garantie dans leur droit à produire».

D'autres interventions convergentes ont souligné le travail fondamental des femmes dans la production alimentaire mondiale; le travail de la terre, l'élaboration des aliments, la garde du bétail, l'accès à l'eau, etc. Il faut rappeler que près de 80% de la production alimentaire dans les pays du Sud sont assumés par les femmes alors que, paradoxalement, elles sont, avec les enfants, les plus touchées par la faim. Ainsi, la directrice des questions femmes d'ALAI (Agence latino américaine d'information), Irène León, a mis l'accent sur le fait que «nous, les femmes, nous donnons à manger à l'humanité mais nous ne voulons plus continuer à le faire dans des situations inégales». Elle a insisté sur la responsabilité du système capitaliste dans cette invisibilisation et usurpation du travail des femmes; «Les connaissances

sur la production d'aliments, accumulées pendant des siècles par les femmes, sont aujourd'hui brevetées et accaparées par les multinationales».

Actions dans les rues

Des actions de rue se sont également déroulées dans le cadre de cette 7^e rencontre de la Marche mondiale des femmes. Il faut souligner l'action réalisée en face d'un des supermarchés de Vigo où l'on a dénoncé le rôle joué par les grandes surfaces dans l'appauvrissement des paysan/nes, dans la consommation irresponsable et dans la croissance de l'insécurité alimentaire. De nombreuses femmes, avec des drapeaux violets, des déguisements, des pancartes et des maquettes géantes de produits de Danone, Coca-Cola et Nestlé, ont exigé un autre modèle de production, de distribution et de consommation alimentaires, au service des peuples.

Un autre grand moment a été la manifestation du dimanche 19 octobre qui a traversé les rues de Vigo avec près de 10.000 personnes, majoritairement des femmes. Les slogans contre la violence machiste, contre le patriarcat et en faveur du droit à l'avortement et à la souveraineté alimentaire ont été parmi les plus scandés. La manifestation s'est terminée avec des prises de parole de femmes représentantes d'organisations d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe et d'Asie, qui ont dénoncé l'impact du système capitaliste et patriarcal sur les femmes. Comme l'a affirmé la coordinatrice du secrétariat international de la Marche mondiale des femmes, Miriam Nobre, à la fin de la manifestation; «Nous sommes des femmes en lutte contre la marchandisation du monde, le capitalisme, le patriarcat, le colonialisme, le racisme et contre tout type d'oppression et d'exclusion».

Publié dans la revue espagnole «Diagonal» et sur le site web d'Espacio Alternativo (IVe Internationale- Etat espagnol) <http://www.espacioalternativo.org/node/3163> . Traduction: Ataulfo Riera pour www.lcr-lagauche.be

Nos méthodes de lutte - le mouvement autonome des femmes

Jump to: [navigation](#), [search](#)

2. L'oppression des femmes en tant que sexe constitue la base objective pour la mobilisation des femmes en lutte dans le cadre de leurs organisations propres. C'est pourquoi la IV• Internationale apporte son soutien et contribue à la construction du mouvement de libération des femmes.

Par mouvement des femmes, nous entendons toutes les femmes qui s'organisent à un niveau ou un autre contre l'oppression que leur impose la société : groupes femmes, groupes de conscience, groupes de quartiers, groupes d'étudiantes, groupes d'entreprises, commissions syndicales, organisations des femmes des nationalités opprimées, groupes de féministes lesbiennes, cartels de campagne sur des revendications spécifiques. Le mouvement des femmes se caractérise par son hétérogénéité, son impact sur toutes les couches de la société, et par le fait qu'il n'est rattaché à aucune organisation politique en particulier, même si divers courants se manifestent en son sein. D'autre part, certains groupes et comités unitaires, bien que dirigés et soutenus par des femmes, sont ouverts aux hommes aussi, comme l'organisation nationale des femmes aux Etats-Unis (NOM), et la Campagne nationale pour l'avortement en Grande Bretagne (NAC). Alors que la plupart des groupes femmes sont apparus au départ en marge des organisations de masse de la classe ouvrière, la radicalisation croissante parmi les femmes de la classe ouvrière a amené un nombre toujours plus grand d'entre elles à s'organiser au sein de leurs organisations de classe. En Espagne, de nombreuses femmes ont adhéré aux CO (Commissions ouvrières) impulsant l'animation des comités féminins de ce syndicat. En France, des milliers de femmes participent aujourd'hui aux commissions féminines syndicales et aux groupes du Planning familial, ainsi qu'aux groupes femmes en général. En Bolivie, les femmes de mineurs ont formé des comités de ménagères affiliés à la COB (Centrale syndicale de Bolivie). Mais tout cela fait partie de cette réalité mouvante et encore très peu structurée qu'on appelle le mouvement indépendant ou autonome des femmes.

Indépendant ou autonome ne signifie pas pour nous indépendant de la lutte des classes ou des exigences de la classe ouvrière. Au contraire, seule la fusion des objectifs et des revendications du mouvement des femmes avec les luttes de la classe ouvrière permettra le rassemblement des forces nécessaires pour atteindre les buts des femmes.

Par indépendant ou autonome, nous voulons dire que le mouvement est organisé et dirigé par des femmes ; qu'il considère la lutte pour les droits et les exigences des femmes comme une priorité absolue, et qu'il refuse de subordonner cette lutte à d'autres intérêts, quels qu'ils soient ; qu'il n'est subordonné aux décisions ou à l'orientation d'aucune tendance politique ni d'aucun groupe social ; qu'il est décidé à mener jusqu'au bout la lutte par tous les moyens, et avec toutes les forces qui se révéleront nécessaires. Certes, la totalité du mouvement ne remplit pas ces critères au même degré, mais telle est bien la nature du mouvement de femmes que nous cherchons à construire.

3. Les groupes non-mixtes représentent un aspect décisif de la forme organisationnelle dominante dans le mouvement des femmes. Ceux-ci sont apparus sur pratiquement tous les terrains depuis les écoles et les églises jusqu'aux usines et aux syndicats. Ce phénomène reflète la volonté des femmes de prendre la direction de leurs propres organisations où elles peuvent apprendre, se révéler et jouer un rôle

dirigeant sans crainte d'être dépréciées ou régentées par les hommes ou d'avoir à rivaliser avec eux d'entrée.

Avant que les femmes puissent diriger les autres, il leur faut se débarrasser de leurs sentiments d'infériorité et de leur tendance à sous-estimer leurs propres capacités. Il leur faut apprendre à se diriger elles-mêmes. Les groupes féministes qui refusent consciemment et délibérément d'intégrer des hommes aident bien des femmes à faire les premiers pas pour se débarrasser de leur mentalité d'esclave, pour acquérir la confiance, la fierté et le courage d'agir comme des êtres politiques. Les petits « groupes de conscience » qui sont apparus partout comme une des formes les plus répandues de la nouvelle radicalisation aident maintes femmes à réaliser que leurs problèmes ne viennent pas de leurs carences personnelles, mais sont des produits sociaux, communs à d'autres femmes.

S'ils fonctionnent en cercle fermé et se limitent à la discussion interne comme substitut à l'entrée en action aux côtés des autres, les groupes non-mixtes peuvent devenir un obstacle à la progression politique des femmes qui y participent.

Cependant, ils ouvrent souvent aux femmes la possibilité de rompre pour la première fois leur isolement d'acquiescer de l'assurance, et d'entrer en action. La volonté des femmes de s'organiser en groupes non-mixtes est aux antipodes de la pratique suivie par de nombreux partis de masse staliniens qui mettent sur pied des organisations de jeunesse distinctes pour les hommes et les femmes dans le but de réprimer l'activité sexuelle et de renforcer les attitudes stéréotypées selon les sexes - autrement dit l'infériorité des femmes. Les groupes non-mixtes autonomes qui se sont formés à ce jour expriment en partie la défiance que bien des femmes éprouvent à l'égard des organisations réformistes de masse de la classe ouvrière, qui ont échoué si lamentablement à lutter pour leurs exigences.

Notre soutien et notre travail de construction du mouvement autonome de libération des femmes distinguent aujourd'hui la IV^e Internationale de maints groupes sectaires qui prétendent s'en tenir à l'orthodoxie marxiste telle qu'elle apparaît dans leurs interprétations des résolutions des quatre premiers congrès de la III^e Internationale. De tels groupes rejettent la construction de toute organisation de femmes sauf celles qui sont rattachées directement au parti et sous son contrôle politique.

Nous soutenons et nous construisons des groupes de libération des femmes non-mixtes. Aux « marxistes » qui prétendent que ces organisations et les réunions non-mixtes divisent la classe ouvrière selon des clivages de sexe, nous répondons que ce ne sont pas ceux et celles qui luttent contre leur oppression qui sont responsables de la création ou du maintien des divisions. Le capitalisme divise la classe ouvrière selon la race, le sexe, l'âge, la nationalité, la qualification et par tous les moyens possibles. Notre tâche consiste à organiser et soutenir les luttes des couches les plus opprimées et les plus exploitées qui avancent des revendications reflètent les intérêts de toute la classe et qui sont appelées à prendre la tête de la lutte pour le socialisme. Ce sont ceux qui souffrent le plus de l'ordre ancien qui combattront le plus énergiquement pour un monde nouveau.

4. Les formes de notre intervention peuvent varier considérablement selon la situation concrète où se trouvent nos organisations. Notre tactique est dictée par notre objectif stratégique, qui est d'éduquer et de faire entrer en action des forces beaucoup plus larges que nous-mêmes, en particulier des forces décisives de la classe ouvrière, de participer à la construction d'un mouvement de femmes de masse, de renforcer l'aile « lutte de classe » du mouvement des femmes et de recruter les meilleurs cadres au parti révolutionnaire.

Parmi les facteurs à prendre en considération, il faut compter l'étendue de nos propres forces ; la taille, la nature et le niveau politique des courants de libération des femmes ; la force des courants libéraux, sociaux-démocrates, staliniens et centristes auxquels nous devons nous confronter et le contexte politique général où nous intervenons. Le choix entre l'organisation de groupes de libération des femmes sur la base d'un programme socialiste large, l'intervention dans les organisations existantes du

mouvement de libération des femmes, la construction de cartels larges sur des thèmes spécifiques, l'intervention dans les commissions syndicales ou dans toute autre organisation de masse ; la combinaison de plusieurs de ces interventions, ou une intervention sous des formes complètement différentes, sont des questions tactiques. Quelle que soit la forme organisationnelle que nous adoptons, la question fondamentale à trancher est la même : quels thèmes et quelles revendications avancer dans la situation donnée afin de mobiliser le plus efficacement les femmes et leurs alliés dans la lutte ?

5. Il n'y a pas de contradiction entre, d'une part, le soutien et la construction d'organisations non mixtes pour lutter pour la libération des femmes ou pour des revendications spécifiques touchant à l'oppression des femmes, et, d'autre part, la construction de comités de masse unitaires regroupant hommes et femmes dans la lutte pour les mêmes revendications. Les campagnes pour le droit à l'avortement en ont fourni un bon exemple. Les femmes seront la colonne vertébrale de telles campagnes, mais puisque cette lutte se mène pour les intérêts de la masse des travailleurs, notre orientation consiste à gagner au mouvement le soutien de toutes les organisations de la classe ouvrière et des opprimés.

6. Notre orientation, qui vise à mobiliser dans l'action la masse des femmes, peut souvent se concrétiser le mieux dans la période actuelle, par des campagnes sur des revendications concrètes suscitant le soutien le plus large possible, sur la base d'actions de front unique. Cela est d'autant plus vrai si l'on considère la faiblesse relative des sections de la IV^e Internationale et la force relative des libéraux et de nos adversaires réformistes pratiquant une politique de collaboration de classes. Pour nombre d'hommes et de femmes, la participation à des actions de ce genre a été le premier pas vers le soutien aux objectifs politiques du mouvement de libération des femmes. Les campagnes unitaires pour l'avortement dans de nombreux pays fournissent un exemple de ce type d'intervention.

A travers de telles interventions de type front unique, nous pouvons faire peser une force maximum contre les gouvernements capitalistes et faire prendre conscience aux femmes et à la classe ouvrière de leur propre force. Dans la mesure où les libéraux, « amis » des femmes, les staliniens, les sociaux-démocrates, et les bureaucrates syndicaux refuseront de soutenir ces campagnes unitaires répondant aux besoins des femmes, ils s'isoleront et se démasqueront par leur propre inaction, leur opposition ou leur volonté de subordonner les exigences des femmes à leur recherche d'alliances avec les secteurs dits « progressistes » de la bourgeoisie. Et si la pression des masses les oblige à soutenir ces actions, cela ne pourra qu'élargir l'audience de masse de ces campagnes et accroître les contradictions au sein des organisations libérales et réformistes.

Comme on a déjà pu le voir très clairement à propos de la question de l'avortement, ces campagnes unitaires jouent un rôle particulièrement important dans le renforcement des liens entre le mouvement autonome des femmes et le mouvement ouvrier, car ce sont elles qui pèsent le plus pour obliger la bureaucratie ouvrière à réagir.

L'urgence d'un mouvement des femmes independant contre la dette et les mesures d'austerite

Par MITRALIAS Sonia le Dimanche, 11 Décembre 2011

Pourquoi un mouvement indépendant des femmes contre la dette et les mesures d'austérité ?

Et bien, parce que la crise de la dette et les mesures d'austérité qui en résultent frappent en toute priorité nous les femmes dans tous les aspects de notre vie. Alors, si nous les femmes nous ne (auto)organisons pas pour résister, personne d'autre ne le fera à notre place...

Pourtant, pourquoi la crise de la dette et les mesures d'austérité frappent-elles spécialement et en toute priorité les femmes ?

C'est parce que l'austérité néolibérale aux temps de la crise de la dette vise tout particulièrement ce qui reste de l'Etat Providence et des services publics. A travers le démantèlement ou la privatisation des services publics, l'Etat se décharge de ses obligations de protection sociale qu'il avait assumé vis-à-vis des citoyens/es pour les transférer –de nouveau- à la famille. C'est ainsi que les soins aux enfants, aux malades, aux personnes âgées et handicapées, même aux jeunes en détresse et au chômage, passent de la responsabilité de l'Etat à la famille, et ceci en plus absolument gratis !

Cependant, la notion de famille est très générale et abstraite. En réalité, et tout le monde le sait, à l'intérieur de la famille ce sont les femmes qui portent presque exclusivement la charge –et sans qu'elles soient rémunérées pour le moins du monde- de toutes ces obligations sociales fondamentales de l'Etat. Alors, d'une pierre deux coups : d'un côté l'Etat néolibéral se débarrasse définitivement de ses obligations sociales déficitaires qui « creusent les déficits et donc, la dette publique », et de l'autre, il nous oblige de les assumer nous-mêmes en travaillant totalement gratuitement !

En d'autres termes, les femmes sont contraintes de se substituer ou plutôt de remplacer l'Etat providence...

Oui, mais il y a plus que ça. Nous sommes la cible de toutes ces politiques des Mémoires pour une raison supplémentaire, qui est le revers de la médaille précédente : nous sommes touchées en priorité par les licenciements massifs qui accompagnent le démantèlement ou les privatisations des services publics de protection sociale de toute sorte, parce que nous constituons la grande majorité des salariés de ces services.

La conclusion est simple et concerne des centaines de milliers des salariées dans notre pays : non seulement nous sommes les premières à être licenciées sans absolument aucun espoir de réembauche, surtout si nous sommes mères ou en âge de procréer. Non seulement nous restons en masse chômeuses, surtout les jeunes qui n'ont plus aucun avenir professionnel. Non seulement nous sommes condamnées à la pauvreté et à la précarité, mais en plus ils nous chargent des tâches et des travaux qui appartenaient à l'Etat, avec tout ce que ceci implique comme fatigue, stress, vieillissement prématuré, travail impayé et dépenses supplémentaires !

Oui, mais il y a aussi ceux qui disent, l'Etat en tête, comme d'ailleurs l'Eglise et des gens bien intentionnés, que ce comme ça que la femme revient à sa vraie mission, qui consiste à se consacrer à sa maison, à sa famille

Bien sûr, non seulement ils le disent mais ils le crient haut et fort parce qu'il faut que leur politique inhumaine des Mémoires ait un emballage idéologique ! Il s'agit d'une propagande au rabais qui

a recours aux plus sexistes des clichés réactionnaires uniquement pour couvrir la férocité de sa politique néolibérale. D'ailleurs, on assiste ici à une chose apparemment paradoxale : l'alliance entre le dernier cri des politiques capitalistes, qui est la violente austérité des Mémoires, et les porteurs des théories les plus obscurantistes d'une autre époque qui veulent nous persuader que la « nature » de la femme lui impose d'être enfermée chez elle afin de s'occuper exclusivement de ses « tâches » en tant que mère et/ou épouse dans la famille. Il s'agit du mariage des Mémoires du FMI et de la Commission Européenne, qui veulent prétendument de nous « moderniser », avec les bastions du patriarcat le plus anachronique et misogyne que sont l'Eglise ou la droite et l'extrême droite.

S'agit-il seulement d'une propagande ou y a-t-il ici des conséquences pratiques pour les femmes...

Oui, on n'a pas ici seulement des théories et de la propagande. Le pire est que nous avons des conséquences catastrophiques très concrètes pour notre vie quotidienne. Pour parler clair, tout ce retour en arrière, vers un passé lointain est accompagné des mesures qui visent à enlever aux femmes les quelques droits et conquêtes obtenues grâce aux luttes de ces dernières décennies. L'Alliance Sacrée du Capital et du Patriarcat abolit de fait notre droit au travail et donc, à l'indépendance économique. Elle nous contraint de nouveau à une vie sans autonomie et sans libre arbitre. Elle nous traite comme des esclaves chargées des tâches et des fonctions qu'avait jadis l'Etat providence, parce que c'est prétendument dans la « nature » de la femme de servir à la fois de jardin d'enfant, de maison de retraite, d'hôpital, de restaurant, de blanchisserie, d'asile psychiatrique, de cours de soutien scolaire et même d'ANPE pour les chômeurs de la famille. Et tout ça totalement gratis, sans aucune rémunération, sans la moindre reconnaissance, parce que soit disant la femme a cela dans son sang de se « sacrifier » pour les autres avec comme résultat qu'elle n'a plus de temps libre pour souffler, pour s'occuper de sa propre personnalité, pour participer activement aux affaires publiques.

Tout cela doit quand même coûter très cher aux femmes...

Oui, bien sûr. Ce n'est pas seulement que cette tension quotidienne fasse qu'on vieillisse prématurément, qu'on s'use irrémédiablement, c'est que tout ce sexisme autour de la prétendue « nature féminine » va de pair avec le traitement de la femme comme un être inférieur, dont le corps est considéré toujours disponible et sur lequel est permis de se défouler n'importe quel homme. Ce n'est pas donc un hasard que les cas de violence contre les femmes, déjà innombrables, se multiplient à l'époque de capitalisme des Mémoires.

C'est pour toutes ces raisons, entre autres encore plus nombreuses, que la conclusion est simple : notre résistance contre cette offensive menée contre nous par le gouvernement de la Troïka et des Mémoires passe par notre auto organisation et le développement d'un mouvement indépendant et autonome des femmes contre la dette et l'austérité. Et cela non seulement parce que personne d'autre ne peut le faire à notre place mais aussi, parce que capitalisme et Patriarcat sont tellement imbriqués entre eux que tout combat contre l'un de ces tyrans serait boiteux s'il n'était pas mené également contre l'autre.

La dette des gouvernements est une dette envers les femmes et non envers les banques

10 octobre 2012 par Marche mondiale des femmes

Chèr(e)s ami(e)s de la MMF,

Sous le slogan *« La dette des gouvernements est envers les femmes et non les banques Nous marchons pour une vie digne et durable »*, nos amies de l'Europe ont officiellement lancé son campagne contre la dette et l'austérité. Dés maintenant, vous pouvez suivre les actions faites dans les différents pays à travers le site web européen : <http://femmeseneurope.eu/>

La campagne est construite en alliance avec d'autres mouvements sociaux et organisations tels que le CADTM. Parmi les diverses actions déjà réalisées dans le cadre de la campagne, il y a le video avec témoignage des femmes et une manifestation féministe anti-austérité encouragée par la CN du Portugal.

Veuillez trouver ci-joint le manifeste de la campagne. Nous vous demandons de partager ce courriel amplement parmi vos contacts.

En solidarité et lutte féministe,

Secrétariat International de la MMF

La dette des gouvernements est une dette
envers les femmes et non envers les banques !

En ces temps sombres d'austérité, nous constatons avec indignation l'aggravation des conditions de vie des femmes de notre continent, plus particulièrement celles du sud de l'Europe. Dans beaucoup de pays européens, la crise économique a été utilisée pour concentrer les richesses et le pouvoir dans peu de mains, exploiter au maximum la force de travail, limiter les pratiques démocratiques, réprimer les mouvements sociaux et citoyens, augmenter la haine et la division entre les différents secteurs de la population.

L'Europe du capital s'empare de nos vies et bafoue nos droits, entraînant nos sociétés vers un état d'urgence qui affecte principalement les femmes. Les politiques d'austérité, les politiques conservatrices des gouvernements libéraux veulent imposer des valeurs basées sur le retour des femmes au foyer et au modèle de la famille traditionnelle contre lequel nous féministes, luttons depuis des décennies.

Nous, les femmes, sommes les premières victimes des effets dévastateurs des mesures d'austérité mises en place contre les crises économiques et sociales, parce que nous sommes toujours peu présentes au sein des hiérarchies du pouvoir, économique, politique, social et culturel.

La division sexuée du travail est le résultat des rapports sociaux entre les sexes. Elle assigne les hommes à la sphère productive et les femmes à la sphère reproductive, sphère où nous avons la charge des tâches familiales et domestiques ce qui constitue un frein certain à notre trajectoire professionnelle.

Nous réclamons une vie digne qui place les personnes au centre de la vie face à une économie qui, loin d'être abstraite ou lointaine, détermine et affecte notre vie quotidienne. Ce projet est en danger à cause des politiques d'austérité imposées par les marchés financiers. Celles-ci amènent les États à sauver les banques alors que le devoir des gouvernements est de sauver les personnes.

Nous marchons pour le droit des femmes à la souveraineté économique

Les mesures d'austérité imposées par l'Europe et mises en place par les gouvernements remettent en cause l'autonomie économique des femmes, notamment en augmentant les niveaux et la durée du chômage, la précarité du travail, les inégalités salariales entre les femmes et les hommes et celles des pensions de retraite toujours inférieures pour les femmes. Les femmes, qui sont déjà le visage de la

pauvreté seront, avec ces mesures, encore plus pauvres et plus vulnérables à la violence sexiste et machiste.

La diminution de l'investissement public comme, par exemple, les coupes budgétaires dans les services de la petite enfance, de l'éducation, du soutien aux personnes dépendantes et aux personnes âgées, ou la

logique libérale en matière de logement, ont des conséquences directes sur l'autonomie des femmes. Les services publics, par ces coupes budgétaires, ne sont plus en mesure de remplir leurs missions et ce sont

les femmes qui voient leurs tâches domestiques augmenter, tâches domestiques non rémunérées. Les entreprises disposent ainsi d'une force de travail disponible à tout moment, embauchées en période d'expansion pour répondre aux besoins des marchés, et licenciées en temps de crise.

Les inégalités dans la répartition des tâches domestiques et familiales entre les hommes et les femmes s'aggravent. L'assignation des femmes à la sphère domestique de la reproduction s'accroît et, dans le même temps, elle conforte l'éloignement des hommes des tâches ménagères et de la responsabilité matérielle et affective vis-à-vis des enfants, des personnes âgées ou handicapées, de la famille. Tout cela s'amplifie avec la pensée néo-conservatrice qui cherche à imposer des valeurs basées sur le retour des femmes au foyer, avec des politiques familiales de soumission des droits individuels à un modèle familial unique et exclusif.

Les analyses sur l'économie et le travail doivent inclure, dans la sphère productive, le travail des femmes exercé en dehors des espaces « traditionnels » de travail : celui exercé dans les entreprises, les usines, les

bureaux, etc.

Nous voulons des politiques de justice sociale, des politiques de création d'emplois, des politiques non discriminatoires et émancipatrices, qui garantissent les droits sociaux et le droit du travail. Nous voulons aussi de nouvelles voies de développement économique et social, ainsi qu'une culture du travail digne avec des droits dans toutes les sphères de la vie et l'inclusion de la dimension de genre au sein de toutes les politiques publiques.

Nous avons le droit à une vie digne et non à la survie.

Nous marchons pour le droit des femmes à avoir une vie sans violences

Nous vivons dans des sociétés patriarcales fondées sur les violences sexistes et machistes de genre qui tuent et agressent quotidiennement des milliers de femmes vivant en Europe. Violences physiques, sexuelles, psychologiques mais aussi symboliques qui rabaisent les femmes et les relèguent au second plan. Face à ces violences, les États démissionnent de leurs responsabilités.

Nous dénonçons la double, parfois la triple discrimination dont sont victimes : les femmes migrantes subissant des discriminations en raison de leurs origines, les femmes handicapées, les femmes lesbiennes, les femmes roms, les jeunes femmes, les personnes transsexuelles, toutes les femmes à qui on dénie quotidiennement les droits fondamentaux de citoyenneté et qui sont directement atteintes par ces politiques récessives.

Nous exigeons le respect de notre dignité et une vie sans violences, qu'elles proviennent de l'État, de la police, des forces de sécurité, de nos compagnons ou de nos compagnes. Nous refusons les représentations

stéréotypées et discriminatoires qui confinent les femmes à des rôles subalternes.

Nous marchons pour mettre les personnes au centre de la vie

Nous assistons de manière croissante à la stigmatisation des personnes discriminées, à une sous-estimation de nos capacités, à la dégradation de nos conditions de vie, au gâchis de tout un potentiel pour sortir de cette crise créée par le secteur financier. Les intérêts privés priment de plus en plus sur l'intérêt collectif, les politiques et les discours hégémoniques ont des effets dévastateurs générant des sentiments d'insécurité, la peur du futur, la dépression, l'isolement et la rupture des liens sociaux.

Nous voulons être considérées comme partie intégrante des processus de paix et d'égalités, et nous refusons les mythes et les discours hégémoniques, complaisants et défaitistes, qui traitent les marchés financiers comme des instances "neutres" et « innocentes ». Ils veulent légitimer les mesures actuelles d'austérité, les politiques prônant la concurrence, la recherche du profit, et refusent toute responsabilité sociale.

Le bien-être des personnes doit être au centre de toute l'activité politique, économique et sociale.

Nous marchons pour le droit des femmes à la santé

Face à la privatisation de la santé et à un modèle de santé sexiste et hétéro-patriarcal qui nie les droits des femmes à être maîtresses de leurs corps, nous exigeons que nos corps cessent d'être des champs de bataille des relations de pouvoir machistes, et que nos droits sexuels et reproductifs soient pleinement reconnus et assurés. Depuis le début de la crise, nous assistons, dans de nombreux pays d'Europe, à un désengagement très préoccupant des États dans les services publics de santé qui affecte des domaines essentiels pour la vie des femmes comme, par exemple : le planning familial, le soutien à la grossesse et à la maternité, l'interruption volontaire de grossesse, la prévention des infections sexuellement transmissibles, les structures d'accueil de la petite enfance...

Nous exigeons que soit garanti le plein accès aux soins et aux services publics de santé et de qualité pour tous et toutes. Dans ce domaine, comme dans d'autres, nous n'acceptons et n'accepteront pas que des valeurs profondément conservatrices veuillent à nouveau avoir la tutelle sur nos corps et nos vies.

Nous marchons pour le droit des femmes à un mode de vie durable et solidaire

La souveraineté alimentaire des peuples, la lutte contre la destruction du secteur primaire et de la petite production, secteurs où les femmes ont depuis toujours un rôle fondamental mais dramatiquement invisible, doivent être prioritaires.

Nous rejetons un modèle d'agriculture productiviste qui épuise les ressources de la planète. Nous refusons la privatisation de l'accès aux ressources naturelles essentielles, telles que l'eau ou la terre, qui pénalisent en premier lieu les femmes. Nous condamnons la manière dont le travail des femmes est utilisé par le capitalisme patriarcal et raciste comme si c'était une ressource inépuisable.

La marchandisation de la nature comme des corps doit cesser ! Nous voulons une vie qui interagisse avec son environnement et crée de la richesse sociale.

Nous marchons pour le droit des femmes à l'éducation En réponse aux attaques faites au Service public de l'éducation visant à sa marchandisation, nous exigeons le droit à une éducation publique d'accès universel et gratuit, une éducation non sexiste qui promeuve l'égalité, une éducation mettant l'humain et son développement au centre de projet éducatif et non un outil de formation de main-œuvre utile pour le système.

Nous rejetons la privatisation de l'éducation. L'éducation est un droit humain central de la vie de chacun et chacune, elle n'est pas un business qui permet de faire des bénéfices sur le dos de l'avenir

des enfants, filles
et garçons.

Nous défendons l'accès libre à la culture et refusons donc que celui-ci soit élitiste. Nous réclamons un accès universel à la culture et que la culture de chaque peuple y ait sa place pour que cessent les discours uniformisés qu'utilise et véhicule la globalisation capitaliste.

Nous marchons pour le droit des femmes à la légitimité politique

Face à des sociétés de moins en moins démocratiques dans lesquelles les décisions sont dominées par les intérêts privés, face à la crise de démocratie représentative comme la criminalisation des mouvements

sociaux, nous affirmons que nos démocraties ont été capturées et qu'il est urgent de les libérer.

Nous avons besoin de construire des mécanismes représentatifs des mouvements de citoyennes et de citoyens. Cette construction doit partir des perspectives et du travail des féministes. Un monde féministe est un monde anti pouvoir et anti-autoritaire, avec un projet de transformation sociale par la revalorisation des savoirs et par l'éducation populaire pour permettre l'intervention directe des citoyennes et citoyens dans le champ des décisions politiques.

Nous voulons une Europe qui respecte la souveraineté de ses États et qui garantisse le contrôle démocratique des citoyennes et citoyens. Nous voulons de la démocratie dans toutes les sphères de nos vies. Nous voulons un audit féministe et citoyen de la dette publique ayant notamment pour objectif l'annulation de la dette illégitime.

Nous, les femmes voulons construire une société plus juste qui en finisse avec le système capitaliste et patriarcal, une société qui permette à toutes et tous de vivre une vie digne : une société féministe !

Source : <http://femmeseneurope.eu/blog/2012/...>